

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE — DÉPARTEMENT DU CHER

Elections Législatives des 4 et 11 Mars 1973

SOLER Diego

Conseiller Municipal de Bourges
Ancien Combattant 1939-1945
Croix de Guerre
Médaille d'Honneur du Travail

Dimanche, nous aurons à élire notre représentant à l'Assemblée Nationale. C'est dire que, parmi tous les candidats, nous aurons à choisir celui dont le programme répond le mieux à nos aspirations et dont la personnalité nous semble offrir les garanties nécessaires pour défendre nos intérêts au niveau national.

Ce rôle ne peut être pleinement assuré que par un élu dégagé de tout souci de plaire ou de déplaire à telle ou telle formation politique ou à qui que ce soit. L'acte que nous aurons à accomplir est des plus importants car il engage notre avenir et celui de nos enfants pour longtemps.

N'accordez donc votre suffrage qu'en fonction de votre seul jugement.

Tant pis s'il se trouve que votre choix ne se porte pas sur mon nom.

Ceci dit, et puisque je suis candidat, permettez-moi de me présenter et de vous dire les raisons qui m'ont incité à prendre cette décision.

Français d'Afrique du Nord, les événements ont voulu que je me replie en Métropole et, depuis 1964, je dirige le service « Commerce extérieur » interdépartemental de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Bourges et du Cher. Je ne suis donc pas de vieille souche berrichonne. Cependant, dans ce département du Cher, je me sens maintenant bien enraciné puisque, en plus de l'attachement qu'ont éveillé en moi son climat, ses doux paysages, ses vieilles demeures et ses monuments, ainsi que l'amitié que beaucoup de ses habitants m'ont accordée, ma première petite-fille y est née voici deux ans.

Dans le domaine public, on a bien voulu me confier les fonctions suivantes :

Conseiller municipal de Bourges — Administrateur de la Foire — Administrateur du Centre hospitalier.
Membre de l'Association pour le Développement social et culturel.
Président départemental des Rapatriés (A.F.N. et O.M.).
Président fondateur de l'Amicale sportive des Gibjoncs.
Président d'honneur fondateur de l'Union sportive des Gibjoncs.

Sur le plan militaire :

Engagé volontaire pour la durée de la Guerre - Campagnes d'A.F.N., de France, d'Allemagne, d'Autriche.

Distinctions militaires :

Croix de Guerre - Médaille du Combattant - Médaille du maintien de l'ordre Algérie.

Distinctions civiles :

Médaille d'Honneur du Travail - Médaille d'Encouragement au Dévouement.

Voilà pour la présentation

Je vais vous dire maintenant pourquoi je fais acte de candidature.

J'ai pris cette décision parce que j'estime que les citoyennes et les citoyens qui ne veulent plus de la majorité actuelle ni du Parti communiste, doivent avoir la possibilité d'exprimer leur volonté autrement qu'en s'abstenant. J'ajoute que ma candidature n'est dirigée contre personne ; elle se place simplement en opposition aux politiques des formations en question.

La majorité actuelle gouverne depuis trop longtemps. Elle a pris des habitudes. Elle est sclérosée. Elle n'a pas su mettre à profit la longue stabilité dont elle a bénéficié pour apporter les réformes de structures réclamées par les secteurs vitaux du Pays.

Pour pallier cette carence, le futur Gouvernement devra :

A L'EDUCATION NATIONALE :

— Revaloriser la fonction d'enseignant — à tous les niveaux —.

— Mettre fin aux errements que l'on sait et adapter l'enseignement aux besoins réels du Pays. Donner au technique la place de choix qu'il mérite.

— Ne plus permettre que des minorités troublent l'ordre dans les Universités qui sont des lieux d'étude et de réflexion.

— Maintenir les écoles en milieu rural.

A L'ECONOMIE :

— Les entreprises de notre département — toutes de petite ou de moyenne importance — ont besoin :
- qu'une fiscalité adaptée tienne compte de leurs problèmes qui sont nombreux, réels et sérieux ;
- d'une aide substantielle de l'Etat pour s'équiper et pouvoir faire face, avec succès, à la concurrence impitoyable du Marché Commun et des principaux pays bénéficiant du Kennedy-Round (géants américains et industrieux japonais).

— Aider les jeunes agriculteurs à moderniser leurs exploitations et leur permettre une meilleure forme de vie. Transformer les campagnes en déserts..., fussent-ils verts, est une absurdité que nous paierons cher.

— Arrêter la prolification des magasins à grande surface. Ils sont pratiques, mais mettent en péril les détaillants traditionnels. Sans compter qu'ils vident les cités d'une animation qu'il faut maintenir.

— Supprimer la T.V.A. aux achats et travaux effectués par les collectivités qui conduit à reverser à l'Etat plus qu'il n'accorde en subvention. Ce qui est aberrant.

AU SOCIAL :

— Nécessité impérative de fixer le salaire minimum à 1 000 F.

— Pour combattre le chômage qui touche principalement les jeunes, plus ou moins bardés de diplômes, il est nécessaire de fixer l'âge de la retraite, dans l'immédiat, à 60 ans pour les hommes et 55 ans pour les femmes, et, dans les dix années à venir, à 55 ans pour les hommes et 50 ans pour les femmes.

— Etablir une concertation plus étroite entre employeurs et salariés permettant, dans le respect des droits et devoirs de chacun, de mieux comprendre les problèmes réciproques. Je suis un partisan convaincu de la libre entreprise mais, si l'employeur doit rester le maître chez lui, le salarié a droit à sa part des bienfaits d'une civilisation à l'avènement de laquelle il a contribué.

— Créer des crèches dans tous les quartiers et augmenter le nombre de classes maternelles.

— Moderniser les hôpitaux et mieux payer les personnels à qui je rends un hommage particulier pour la haute conscience professionnelle avec laquelle ils assurent leurs fonctions.

— Augmenter les retraites des personnes âgées et ne pas les laisser dans l'indigence.

— Réserver aux personnes âgées et aux handicapés physiques le rez-de-chaussée et le 1er étage des immeubles H.L.M.

— Interdire aux retraités disposant d'un revenu égal ou supérieur au S.M.I.C. de prendre un emploi rémunéré.

— Renvoyer chez eux les « touristes permanents » et les « étudiants à vie » qui dévorent la Sécurité sociale ou prennent nos Universités pour des hôtels.

A LA POLITIQUE :

— Repenser notre système d'aide au tiers-monde dont les roitelets et raïs nous mesurent leur amitié au montant du chèque reçu.

— Arrêter nos achats de pétrole, gaz, agrumes et vins au-dessus des cours mondiaux (en vertu d'accords que nous sommes les seuls à respecter).

— Mettre l'O.R.T.F. en mesure ou en devoir de nous donner une information impartiale sur tous les problèmes — nationaux ou internationaux. Nous avons droit à une information vraie et non interprétée.

A LA REGION « CENTRE » :

— Telle qu'elle existe, le Cher et l'Indre en sont les parents pauvres ; le Loiret et l'Indre-et-Loire en sont les enfants chéris. Il faudra que les élus s'emploient à faire de Bourges la Capitale d'une véritable Région « Centre » où trouveraient leur place la Nièvre et l'Allier. Ce serait un non-sens de conserver cette qualité à Orléans qui est trop près de Paris.

A L'EUROPE :

— Si nous voulons réellement aller de l'avant, il faut, dès à présent, et corrélativement aux actions en cours :
- créer une monnaie européenne ;
- créer une carte d'identité européenne ;
- adopter une langue commune (le Français !) ;
- abolir toute frontière ou contrainte à l'intérieur de la Communauté.

CONCLUSION :

Tous, ou à peu près tous, nous bénéficions en France de conditions de vie très acceptables. Il ne s'agit donc pas dans mon esprit de « casser » ou de « révolutionner ». Il s'agit simplement d'augmenter encore le bien-être de chacun en répartissant avec équité les ressources de notre Pays.

La grandeur d'un Pays ne se juge pas sur sa façade que l'on peut peindre des couleurs les plus gaies ni sur les trémolos et jeux de physionomie de la vedette de service.

C'est beaucoup plus profond que cela.

La vraie grandeur d'un Pays se juge sur l'état de ses écoles, de ses universités, de ses hôpitaux ; elle se juge sur son économie, sur la vitalité de son industrie, de ses ports, de son agriculture ; elle se juge sur le bien-être des ouvriers, des employés, des cadres, des enseignants ; sur le bien-être des retraités et des personnes âgées.

Voilà ce que j'avais à vous dire. Dimanche, c'est vous qui aurez la parole.

Suppléante : **Claudine CHERON** - *Herry*

Vu : LE CANDIDAT.

IMP. G. SAUTAREL - BOURGES